



FÉDÉRATION ÉTUDIANTE
COLLÉGIALE DU QUÉBEC

TOURNÉE DE RENCONTRES AVEC LES ÉTUDIANTS COLLÉGIAUX AUTOCHTONES

Présentée à la ministre de l'Enseignement
supérieur, Mme. Hélène David

30 mai 2017
Assemblée nationale

Fédération étudiante collégiale du Québec

Recherche, analyse et rédaction :

Rose Crevier-Dagenais, présidente de la FECQ

Élyse Tremblay-Longchamps, vice-présidente de la FECQ

Correction :

Maïtée Labrecque-Saganash, coordonnatrice jeunesse de Femmes autochtones du Québec

Émilie Bélanger, coordonnatrice aux affaires étudiantes de la FECQ

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

La Fédération étudiante collégiale du Québec est une organisation qui représente plus de 65 000 étudiants, qui sont répartis dans 23 cégeps à travers le territoire québécois. Fondée en 1990, la FECQ étudie, promeut, protège, développe et défend les intérêts, les droits et les conditions de vie des cégépiens. La qualité de l'enseignement dans les cégeps, l'accessibilité géographique et financière aux études et la place des jeunes dans la société québécoise sont les orientations qui guident l'ensemble du travail de la Fédération depuis plus de 25 ans. Pour la FECQ, tous devraient avoir accès à un système d'éducation accessible et de qualité.

Unis par la force d'une voix

La FECQ, à travers ses actions, souhaite porter sur la scène publique les préoccupations de la jeunesse québécoise. Dans ses activités militantes et politiques, la Fédération est fière de livrer l'opinion des étudiants collégiaux partout à travers la province. Présente aux tables sectorielles et nationales du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES), elle est la mieux placée pour créer de multiples partenariats, bénéfiques autant pour les étudiants que pour les différentes instances du ministère ou du gouvernement.

La FECQ entretient des relations avec les partis politiques provinciaux et fédéraux, tout en demeurant apaisane. Elle se fait un devoir de rapprocher la sphère politique des étudiants, par un travail de vulgarisation constant de l'actualité politique aux cégépiens. Désormais un acteur incontournable en éducation, la Fédération se fait également un plaisir de travailler avec les organisations syndicales, les organismes communautaires et les autres acteurs de la communauté collégiale. Proactive, elle intervient dans l'espace public de façon constructive, toujours dans l'optique d'améliorer le réseau collégial dans lequel ses membres évoluent.

Fédération étudiante collégiale du Québec

1000, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 409A

Montréal (Québec) H3C 3R7

Téléphone : 514 396-3320 Télécopieur : 514 396-3329

Site Internet : www.fecq.org Courriel : fecq@fecq.org

L'usage du masculin est utilisé à des fins linguistiques et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Remerciements

La réalisation de cette documentation a été possible grâce à la précieuse collaboration et à l'ouverture partenariale de certains groupes et individus, il va sans dire que la Fédération se doit de faire des remerciements. En premier lieu, à l'Institut Kiuna, le Conseil en éducation de l'APNQL ainsi que ses représentants. Leur documentation sur l'éducation a été une base nécessaire aux travaux de la FECQ. En second lieu, Maïtée Labrecque-Saganash, coordonnatrice jeunesse de Femmes autochtones du Québec, une alliée naturelle, elle a su orienter les travaux de diverses façons. La FECQ souhaite également remercier tous les Centres d'amitié autochtones. Ils ont accueilli l'initiative et nos rencontres avec la population, orienté certaines discussions, ouvert les yeux sur certaines réalités. Notons particulièrement le Centre d'amitié autochtone du Saguenay, avec qui nous avons eu plusieurs contacts et rencontres téléphoniques.

Il est essentiel de remercier Geneviève Sioui, agente socioacadémique au Cégep régional de Lanaudière à Joliette pour son apport important quant à la recension des initiatives collégiales. Dans la même lignée, Louise Legault, coordonnatrice au Aboriginal Student Resource Center, au Collège John Abbott, qui a su, à son tour, orienter les travaux sur les conditions d'études d'étudiants Inuit qu'il n'a pas été possible de rencontrer. Mentionnons ensuite monsieur Vincent Rousson, Directeur du campus de Val-d'Or de l'UQAT, qui a organisé des rencontres avec les étudiants des trois campus du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

Il est très important de souligner l'apport considérable des associations étudiantes qui ont contribué à l'organisation des rencontres. Un merci tout spécial à l'AGÉCAT, l'AGECSI, l'AGEECBC, à l'AGEECC et au REECJL.

Enfin, la Fédération remercie les étudiants rencontrés au cours des derniers mois et au courant de l'année dernière. Ils ont su donner un sens aux travaux entrepris et, grâce à eux, en alimentant les réflexions et de leurs témoignages, il est maintenant possible de poser des constats et de leur donner une voix, tout en étant des alliés dans la grande lutte vers la réconciliation entre nos peuples.

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
INTRODUCTION	6
ACRONYMES	7
JOLIETTE	8
PROBLÉMATIQUES VÉCUES DANS LES COMMUNAUTÉS ET EN CENTRES URBAINS	8
DISCRIMINATION ET RACISME	8
INFRASTRUCTURE	9
SERVICES À LA POPULATION	9
CURSUS SCOLAIRE, OFFRE DE COURS ET ALLOCATIONS	10
DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET PERSPECTIVE D'EMPLOI	10
CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL-ÉTUDE	11
LANGUE D'APPRENTISSAGE ET ÉVALUATION DU MEES	11
COURS D'HISTOIRE ET COURS DE LITTÉRATURE	11
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE	12
SOLUTIONS PROPOSÉES	13
MODÈLE D'ÉDUCATION IDÉAL	15
INSTANCES REPRÉSENTANTS LES JEUNES AUTOCHTONES	15
ODANAK	17
PROBLÉMATIQUES VÉCUES DANS LES COMMUNAUTÉS ET EN CENTRES URBAINS	18
DISCRIMINATION ET RACISME	18
CURSUS SCOLAIRE, OFFRE DE COURS ET ALLOCATIONS	18
DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET PERSPECTIVE D'EMPLOI	19
CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL-ÉTUDE	20
LANGUE D'APPRENTISSAGE ET ÉVALUATION DU MEES	20
COURS D'HISTOIRE ET COURS LITTÉRATURE	21
AUTODÉTERMINATION	21
TOXICOMANIE ET ALCOOLISME DANS LES COMMUNAUTÉS	21
LA LOI SUR LES INDIENS	21
MODÈLE D'ÉDUCATION IDÉAL	21
SOLUTIONS PROPOSÉES	22
INSTANCES REPRÉSENTANTS LES JEUNES AUTOCHTONES	22
SEPT-ÎLES	23
PROBLÉMATIQUES VÉCUES DANS LES COMMUNAUTÉS ET EN CENTRES URBAINS	23
SOLUTIONS PROPOSÉES	23
MODÈLE D'ÉDUCATION IDÉAL	24
INSTANCES REPRÉSENTANTS LES JEUNES AUTOCHTONES	24
BAIE-COMEAU	25
PROBLÉMATIQUES VÉCUES DANS LES COMMUNAUTÉS ET EN CENTRES URBAINS	25
RACISME SYSTÉMIQUE ET STÉRÉOTYPES	25

ÉDUCATION	25
DPJ	25
ACCUEIL DES ÉTUDIANTS AUTOCHTONES	25
SOLUTIONS PROPOSÉES	26
MODÈLE D'ÉDUCATION IDÉAL	26
INSTANCES REPRÉSENTANTS LES JEUNES AUTOCHTONES	26
<u>MONTREAL</u>	<u>27</u>
ABORIGINAL STUDENT RESOURCE CENTER OF JOHN-ABBOTT COLLEGE	27
PROTOCOLE SUR L'ÉDUCATION DES AUTOCHTONES	27
ÉDUCATION	28
ÉTUDIANTS INUIT	28
FINANCEMENT	29
GOUVERNANCE	29
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	29
ÉDUCATION	29
CALENDRIER SCOLAIRE	30
LANGUE	31
RACISME	31
ALLOCATIONS	31
SAFE SPACE	32
TWO-SPIRITS	32
<u>ABITIBI-TÉMISCAMINGUE</u>	<u>33</u>
PROBLÉMATIQUES VÉCUES DANS LES COMMUNAUTÉS ET EN CENTRES URBAINS	34
TRANSPORT	34
CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL-ÉTUDE	34
TOXICOMANIE ET ALCOOLISME DANS LES COMMUNAUTÉS	34
MANQUE DE RESSOURCES DANS LA COMMUNAUTÉ	35
COURS D'HISTOIRE ET LANGUE	35
RACISME ET INTIMIDATION	35
ALLOCATIONS, OFFRE DE COURS ET COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES	36
SOLUTIONS PROPOSÉES	37
MODÈLE ÉDUCATIF IDÉAL	37
INSTANCES REPRÉSENTANTS LES JEUNES AUTOCHTONES	38
<u>CONCLUSION</u>	<u>39</u>
<u>RECOMMANDATIONS</u>	<u>40</u>
ÉDUCATION:	40
AUTODÉTERMINATION :	41
DOSSIERS JEUNESSE	41
LANGUE ET CULTURE :	41

Introduction

Lors du 82^e congrès de la FECQ, les membres ont mandaté l'exécutif d'effectuer une revue de littérature concernant les conditions de vie et d'études des autochtones au Québec. Il a été précisé que le travail devait être fait en collaboration avec les communautés autochtones et que leur participation serait inhérente au futur travail politique de la Fédération entourant la question de l'éducation postsecondaire des autochtones au Québec.

Au 89^e congrès de la FECQ, une revue de littérature a été présentée.¹ Ce document se voulait comme prémisses aux prochains travaux de la Fédération concernant son appui aux revendications autochtones. L'écriture a été réalisée en collaboration avec plusieurs intervenants issus des communautés et des organisations représentant les droits autochtones, ce qui confère une plus grande légitimité aux écrits.

Suite à cet examen de littérature, une tournée des régions a été entreprise afin de rencontrer des étudiants collégiaux autochtones et leur demander leur avis sur les sujets évoqués dans la recherche de la FECQ. Nous leur posons plusieurs questions, notamment quelles étaient les problématiques dans les communautés et dans les centres urbains et quelles solutions pourraient être apportées afin de régler celles-ci. En annexe 1, vous trouverez le formulaire donné aux étudiants lors des rencontres. Pour la plupart des rencontres, ce fut sous un format style table ronde, où la FECQ et l'association étudiante étaient présentes avec les étudiants autochtones de leur cégep. La feuille d'information était disponible en anglais et en français, en regard à la langue parlée dans les communautés. À noter que ceci n'est pas un document scientifique et que la tournée servait surtout à répertorier ce que les jeunes souhaitaient présenter aux délégués lors du congrès de mars.

À ce jour, les régions de la Côte-Nord, du Centre-du-Québec, de Lanaudière, de Montréal, du Haut-St-Maurice et d'Abitibi-Témiscamingue ont été visitées. Ainsi, environ une soixantaine d'étudiants ont été rencontrés personnellement afin de répondre au questionnaire. Des rencontres étaient prévues avec des étudiants en Gaspésie et au Saguenay-Lac-Saint-Jean, mais le tout n'a pas été possible, car les conditions routières et la température ne le permettaient pas.

¹<http://www.fecq.org/documentation/examen-de-litterature-leducation-autochtones-quebec/?lang=fr>, consulté le 10 mars 2017.

Acronymes

AADNC :	Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
AFAC:	Association des femmes autochtones du Canada
AGÉCAT :	Association générale étudiante du Cégep de l'Abiti-Témiscamingue
AGECSI :	Assemblée générale des étudiants du Cégep de Sept-Îles
AGEECBC :	Assemblée générale des étudiants et étudiantes du Cégep de Baie-Comeau
AGEECC :	Assemblée générale des étudiants et étudiantes du Cégep de Chicoutimi
APNQL:	Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador
ARK :	Administration régionale Kativik
CAA :	Centre d'amitié autochtone
CBJNQ:	Convention de la Baie-James et du Nord québécois
CEPN:	Conseil en éducation des Premières Nations
CIÉRA:	Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones
CNEQ:	Convention du Nord-Est québécois
DDPA:	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
DIALOG:	Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones
DPJ :	Direction de la protection de la jeunesse
FAQ:	Femmes autochtones du Québec
FECQ :	Fédération étudiante collégiale du Québec
FIC:	Fraternité des Indiens du Canada
GRC :	Gendarmerie royale du Canada
ISA:	Institut de la santé des Autochtones
MEES:	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
ONSA:	Organisation nationale de la santé autochtone
RCAAQ:	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
REECJL :	Regroupement des étudiants et étudiantes du Cégep Joliette de Lanaudière
RJPNQL:	Réseau jeunesse des Premières Nations du Québec et du Labrador
SAA:	Secrétariat aux affaires autochtones du Québec
UQAT :	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Joliette

Lieu : Cégep régional de Lanaudière à Joliette

Nombre d'étudiants autochtones identifiés au cégep :

10 personnes identifiées session automne 2016

9 personnes identifiées à la session d'hiver 2017

Personnes de la FECQ/association étudiante présentes :

Rose Crevier-Dagenais | FECQ, Élyse Tremblay-Longchamp | FECQ

Fred-William Mireault | REECJL, Xavier Martin | REECJL

Profil des gens rencontrés :

Nombre de personnes présentes :

Féminin : 1

Masculin : 1

Autre : 0

Nation et communauté, si applicable :

Nehirowisiw (Atikamekw) , Métis-Nehirowisiw (Atikamekw)

Programme :

Technologie de l'électronique et Sciences de la nature

Portrait :

Les deux étudiants sont tous deux issus de la communauté de Manawan, cependant leurs parcours diffèrent. L'un a grandi au sein de la communauté, l'autre n'est que née et a grandi à Joliette. Il est important de spécifier que les deux étudiants souhaitent retourner dans leur communauté, suite à leurs études respectives, afin de s'y établir et d'y travailler.

Problématiques vécues dans les communautés et en centres urbains

Discrimination et racisme

Selon les témoignages recueillis, les étudiants rencontrés n'ont pas vécu eux-mêmes de la discrimination. Selon eux, la problématique de discrimination est toutefois présente et visible en milieu urbain, où vit une forte population allochtone. Au sein de ce milieu, plusieurs préjugés sont fréquemment véhiculés et, encore aujourd'hui, la discrimination et le racisme existent. Il est parfois difficile de s'afficher selon l'étudiante métisse, qui nous a rappelé à plusieurs reprises que seulement à de rares occasions dans son adolescence elle mentionnait ses origines, par peur de discrimination. Pour ce qui est de la discrimination à même la communauté, elle existe, cependant à moins grande échelle qu'ailleurs.

Infrastructure

Beaucoup d'infrastructures dans les communautés sont vétustes. Des problèmes de moisissures durent depuis des années et la superficie des salles de classe de l'école primaire de la communauté de Manawan n'est pas suffisante pour le nombre d'élèves. Il est difficile d'avoir le financement du gouvernement et les fonds du conseil de bande ne suffisent pas pour régler tous les problèmes.

Une crise de logement existe aussi à Manawan. Les habitations ont toutes une quarantaine d'années et sont surpeuplées. Il est coutume d'y voir des familles nombreuses de plus de 6 personnes, habitant tous la même maison et partageant les chambres et espaces communs.

Services à la population

Lors de notre rencontre, les deux étudiants sont arrivés au constat suivant : il n'y a pas assez de services de santé et sociaux dans les communautés. Devant cette réalité, plusieurs doivent quitter ou s'absenter de la communauté afin de recevoir ces services de base. Le support aux autochtones qui doivent ainsi quitter la communauté est insuffisant. En exemple, lorsque des autochtones issus des communautés se retrouvent malades et doivent aller se faire soigner à l'extérieur, aucun logement n'est disponible pour eux. Ceci en plus des frais énormes de déplacement, puisque la communauté est très éloignée des municipalités les plus près. En effet, la municipalité la plus près est à 2h de route (St-Michel-des-Saints) et compte à peine plus de 2000 habitants. Un CLSC est disponible sur place, cependant pour toute urgence, les Nihrowisiw (Atikamekw) doivent faire près de 200km, soit 3h de route à partir de leur communauté jusqu'à Joliette. La même chose se reproduit concernant les femmes enceintes qui doivent à leur tour s'absenter de leur communauté plusieurs jours avant leur accouchement afin de s'assurer que le tout se déroule bien.

Il est à noter que le gouvernement ne prête apparemment pas la même écoute d'une nation à l'autre. Selon la distance géographique et le nombre de personnes issu d'une nation donnée, celle-ci est davantage écoutée par le gouvernement. Les deux étudiants Nihrowisiw (Atikamekw) nommaient en exemple une de leurs trois communautés, soit Obedjewan, située à près de 550 km de l'Assemblée nationale, comparativement à la communauté de Wendake qui est située à Québec même, cette dernière recevant plus de services. Par chance, toujours selon eux, leur nation est assez peuplée pour avoir un certain poids dans les décisions gouvernementales, ce qui ne semble pas être le cas de toutes.

Le coût de la vie est beaucoup plus élevé dans les communautés. Les étudiants nous ont confié trouver cela injuste et discriminatoire. Selon toutes évidences, avoir des produits frais et diversifiés à un prix décent aiderait les communautés à lutter contre le diabète, le surpoids et le manque de nutriments.

« Le temps que ça se rende, les produits sont moins frais et vu qu'il y a plus de routes à faire, les prix sont plus chers. Mon père vit cela et préfère venir à Joliette [qui est à 184 km de Manawan] pour faire son épicerie. »

Cursus scolaire, offre de cours et allocations

Dans plusieurs communautés, il est possible de voir les écoles secondaires ne pas dispenser les cours de cinquième secondaire à sa population, soit par manque de ressources professorales suffisantes ou par manque de finissants. Les quelques étudiants qui se retrouvent en situation propice à la réussite de leur secondaire, n'ayant pas décroché et ayant le niveau scolaire requis, doivent déménager afin de terminer leur parcours. C'est ce que l'étudiant originaire de Manawan a vécu, car trop peu d'étudiants ont réussi leur 4^e secondaire cette année-là, trop peu pour démarrer une cohorte de secondaires 5. La communauté a donc déboursé des allocations mensuelles aux deux étudiants ayant complété leur quatrième secondaire afin de leur permettre de graduer en ville. Dans le cas suivant, quoique semblable à bien d'autres, l'allocation donnée était destinée uniquement à l'étudiant qui était obligé de déménager, et non pas aux membres de sa famille que l'étudiant soit mineur, comme dans ce cas, ou majeur. À ce moment, une allocation de 700\$ était donnée par mois pour subvenir à ses besoins et comme sa mère ne travaillait pas, ce fut l'unique revenu qu'ils avaient pour le logement, la nourriture et le déménagement.

C'est clairement une problématique, l'allocation n'était pas jugée « suffisante » selon les propos de l'étudiant. Celui-ci a dû déménager avec sa mère afin d'obtenir son diplôme, ceci le forçant à quitter le reste de sa famille et sa communauté. L'autre finissant de sa cohorte a déménagé lui aussi, choisissant plutôt la ville de Trois-Rivières, car il y avait une proximité d'autres autochtones dans les environs. Ainsi, bien que le contact avec d'autres autochtones, dont la population était plus élevée à Trois-Rivières, était important, l'étudiant sondé mentionne que la proximité avec sa communauté d'origine a été le facteur déterminant dans son choix de ville.

« Dans les communautés, comme certains cours n'ont pas assez d'élèves, ils n'ont pas accès à toute l'offre de cours. En exemple, une de mes amies aurait aimé faire chimie et physique, mais ce n'était pas offert alors elle doit refaire ses cours au cégep. »

Selon eux, cette problématique est le résultat d'un manque de ressources. L'offre de cours devrait être diversifiée, car cela permettrait aux étudiants de persévérer et de terminer leur secondaire pour aller au cégep. Une des personnes présentes mentionne qu'elle a participé aux portes ouvertes du Cégep de Joliette à Manawan et qu'elle voyait que les étudiants étaient découragés, car ils n'avaient pas un accès direct au cégep après le secondaire.

« Les étudiants n'ont pas les préalables requis pour faire ce qu'ils veulent, cela ne les incite pas à continuer. Les jeunes ont aussi peur d'être tout seuls [à l'extérieur de leur communauté] et se demandent comment ils vont faire. »

Décrochage scolaire et perspective d'emploi

Dans les communautés autochtones du Québec, il y a beaucoup de décrochage scolaire. Lors du parcours secondaire d'un des étudiants à Manawan, il y avait trois groupes de secondaire 1 (soit 20 étudiants par groupe pour un total de 60 étudiants). En secondaire 3, il y avait moins de 2 groupes de 20 étudiants et pour la cohorte de l'étudiant en 2013-2014, il n'y a eu que 2 diplômés en

secondaire 4. L'année dernière, en 2015-2016 il y a eu 6 diplômés de secondaire 4 dans cet établissement.

La principale cause du décrochage, selon l'étudiant, est le peu de motivation des jeunes dans les communautés. En effet, il y a peu de perspectives d'emploi. Il est difficile pour les jeunes de visualiser une carrière ou un métier : « il y a la santé, l'éducation et le conseil de bande. Si tu veux travailler à Manawan, tu dois travailler pour un de ces volets-là ». Selon les deux étudiants, les parents incitent beaucoup leurs enfants à étudier, car ils n'ont pas eu cette chance. Ceux-ci offrent un important support moral, mais il est difficile pour eux d'aider leurs enfants en lien avec les matières données à l'école, car plusieurs n'ont pas atteint ce niveau eux-mêmes.

Conciliation famille-travail-étude

Les deux étudiants connaissent des personnes proches d'eux qui ont dû arrêter leur parcours au cégep, la conciliation famille-travail-étude étant devenu trop difficile. Le déménagement, les besoins de la famille et surtout tous les frais reliés à l'école et au logement les ont forcés à décrocher.

« Comme les deux parents allaient à l'école, ils ne pouvaient pas travailler et ils devaient combler tous les besoins de leur famille et cela devenait compliqué [...] surtout qu'ils sont partis à Trois-Rivières seuls, ils n'avaient pas d'aide. »

Langue d'apprentissage et évaluation du MEES

Les questions de la langue d'apprentissage et de la langue d'évaluation au primaire et au secondaire ont été abordées. Selon les étudiants, cette approche nuit aux étudiants autochtones qui doivent apprendre le français et l'anglais en plus de leur langue maternelle. Il a été notifié qu'il est difficile pour un élève au primaire (qui étudie ses premières années d'école dans sa langue maternelle) de tout à coup devoir apprendre un nouvel alphabet et une autre langue qui sera évaluée au même niveau qu'un étudiant québécois qui parle et interagit en français depuis sa naissance. Rapidement, une troisième langue, soit l'anglais, est ajoutée au cursus de l'enfant, qui ne maîtrise pas encore totalement les deux autres langues.

« Ils sont évalués comme des enfants francophones, alors que leur langue maternelle c'est l'Atikamekw [...] pour eux c'est un désavantage. »

Cours d'histoire et cours de littérature

Le cours d'histoire (secondaire 4) dans la communauté de Manawan était bien, selon l'étudiant, mais négligeait tout de même plusieurs aspects. Par exemple, il était étrange de ne parler que des autochtones du Québec, alors que les nations autochtones se partagent le territoire du Canada depuis des milliers d'années. Il était difficile d'avoir l'opinion des aînés quant au cours d'histoire, afin de corroborer certains faits, car ils n'ont pas eux-mêmes suivi le cours en question et n'ont pas été sondés à savoir si l'histoire dispensée reflétait bien l'histoire des diverses nations et communautés.

Selon la personne ayant grandi en centre urbain, donc ayant suivi le cours d'histoire dans une école secondaire de Joliette, l'histoire autochtone est trop peu abordée et mis à part lors de la période 1500-1700, où on approche l'histoire du point de vue des colons français, les autochtones ne sont nulle part. Les seuls moments où les autochtones ont été abordés par la suite n'étaient pas à leur avantage. En deux ans de cours d'histoire, il y a presque uniquement la Crise d'Oka qui a été énoncé et cela mettait les autochtones en mauvaise posture.

Les pensionnats, surtout, ne sont pas du tout abordés selon l'étudiante. Celle-ci ajoute qu'étant donné le manque flagrant de ce pan d'histoire dans sa classe, elle a choisi d'effectuer son projet personnel de fin de secondaire sur ce sujet, afin de montrer les impacts réels des pensionnats sur de nombreuses générations.

« C'est comme s'ils n'avaient jamais existé ... c'est dommage, parce qu'on a jamais cessé d'exister, il y a des choses qui se sont passées. [Les pensionnats] on n'en a jamais parlé en classe et ça, c'est important. »

En sommes, les deux étudiants ont eu l'impression qu'autant dans la communauté que dans le système québécois, les autochtones et leurs apports à la société d'aujourd'hui sont vus uniquement en survol et que, rapidement, les enseignants doivent se concentrer sur la matière du cours du ministère de l'Éducation. Les enseignants que les deux étudiants ont eus semblaient pourtant très ouverts à l'idée d'aborder ce thème plus de profondeur, mais le contenu obligatoire du cours ne permettait pas d'en apprendre davantage sur le sujet. Le même principe s'applique au cours d'histoire du Québec au collégial où les autochtones sont à peine survolés dans la plupart des cégeps.

Les deux étudiants sondés ont affirmé que l'intégration d'œuvres autochtones dans le cursus du cours de littérature québécoise, par exemple, serait une bonne initiative à appliquer dans les cégeps. Les étudiants pourraient donc s'entraider entre allochtones et autochtones, selon les livres d'origines autochtones ou québécoises.

Les étudiants étaient d'avis que les cours de certaines techniques, comme celles en santé et services sociaux, devraient contenir plus de cours sur les réalités autochtones. Lorsqu'on a abordé la proposition de Serge Bouchard, qui a passé les 20 dernières années à former la Sureté du Québec quant aux réalités autochtones et qui proposait qu'un cours spécifique² soit donné à l'École nationale de police du Québec sur cela, les étudiants étaient du même avis.

Centre d'amitié autochtone

Le Centre d'amitié autochtone³ de Joliette a beaucoup aidé à la transition de la communauté vers la ville. Cependant, il ne semble pas y avoir de directives claires lors du départ de la communauté

² [Http://ici.radio-canada.ca/tele/enquete/2015-2016/segments/entrevue/6178/enquete-autochtones-surete-du-quebec-police-serge-bouchard](http://ici.radio-canada.ca/tele/enquete/2015-2016/segments/entrevue/6178/enquete-autochtones-surete-du-quebec-police-serge-bouchard), consulté le 1^{er} mars 2017.

³ Ci-après CAA

vers une autre ville, afin de les orienter vers le CAA. Selon les étudiants, le CAA est primordial pour les autochtones en centres urbains, tout comme pour les autochtones arrivants des communautés. Les deux personnes connaissent les services du CAA de Joliette et même s'ils ne les utilisent pas nécessairement, ceux-ci sont appréciés.

Solutions proposées

- Avoir un lieu de réunion au cégep, dédié aux étudiants autochtones et aménager le local pour le rendre confortable et accueillant.
- Sièges réservés à un représentant autochtone sur les instances décisionnelles de l'association étudiante (instance intermédiaire entre l'assemblée générale, le Conseil d'administration et l'exécutif de l'association).
- Le cours d'histoire au secondaire et au collégial doit être revu pour faire plus de place à la véritable histoire des autochtones et leur apport au Québec et au Canada. La loi sur les Indiens doit être enseignée, ses origines, ses impacts afin de briser certains stéréotypes et de faire comprendre aux autres étudiants les réels tenants et aboutissants de cette loi sur les autochtones.
- Présence d'une agente de liaison autochtone présente dans tous les cégeps ayant une population autochtone, même si celle-ci est moindre. Le travail de soutien durant le parcours des étudiants de l'agente socioacadémique Geneviève Sioui, aide énormément pour l'intégration au cégep. Le fait que la personne-ressource soit elle-même métisse aide au lien de confiance et au sentiment d'appartenance. C'est grâce à cette agente que les deux personnes sondées se connaissent et ils se sont créés un réseau d'échanges et d'amis. Il y a des activités, des diners-rencontres et une foule de services disponibles. La session dernière, le cégep n'avait pas eu de subvention, donc son poste a été réduit à temps partiel. Geneviève était donc moins présente, les suivis étaient moins fréquents et les étudiants l'ont fortement remarqué. Cette session-ci, le cégep a reçu une subvention pour que le poste soit adapté à une formule temps plein et les étudiants trouvent cela nécessaire, pour qu'ils aient un parcours le plus facilitant possible.
- Une demande énoncée se situe au niveau de l'identification lors de l'inscription au cégep. L'identification « autochtone » devrait être accompagnée d'une explication des services disponibles, afin d'inciter les étudiants autochtones à s'identifier et à utiliser les services.
- À la question « Quels sont les services manquants au cégep? », la réponse spontanée des deux étudiants a été « des résidences ». En effet, beaucoup d'étudiants autochtones ne viennent pas de Joliette et doivent déménager, parfois même avec leur famille, pour étudier au cégep. La contrainte monétaire des allocations, qui s'élève jusqu'à 890\$ par mois pour un étudiant autochtone, empêche certains étudiants d'avoir accès à un appartement (dont le coût est trop élevé). En plus d'assurer un logement sûr pour le début des classes, cela aiderait à réduire les coûts du logement et aider la conciliation famille-étude, à condition

que les résidences soient conçues pour accueillir une famille et non seulement une seule personne.

« Les résidences, je trouve que c'est une bonne idée, car c'est un regroupement d'élèves et ils se sentiraient plus à l'aise que laissés à eux-mêmes, tout seul, en plein milieu de la ville où tu ne connais pas personne. »

- Avoir des modèles autochtones connus dans les communautés et à l'extérieur. Les deux jeunes sondés avaient le même modèle, soit Stanley Volant, le premier chirurgien autochtone. Stanley Volant fait des tournées dans les communautés afin de rencontrer les jeunes et les inspirer, ce qui semble très bien fonctionner! C'est un modèle de réussite, qui rejoint beaucoup plus les jeunes autochtones que les politiciens ou les jeunes autochtones impliqués. À noter que les étudiants ont mentionné que leurs parents ont été leur principale source de motivation pour continuer leurs études.
- Que l'information et la politique soient plus accessibles aux autochtones. Présentement elle semble loin, inaccessible, et il est difficile de prendre part. Les médias, notamment, doivent parler des autochtones. L'onglet « Espaces autochtones » de Radio-Canada est une belle initiative que tous les médias devraient suivre et chercher améliorer.
- Investir en éducation, surtout dans les communautés. Donner les ressources aux communautés, surtout au niveau des infrastructures qui sont vétustes.
- Investir dans les infrastructures dans les communautés pour réduire la crise de logement.
- Que des cours de langue maternelle (ex. pour la région de Lanaudière : Nihrowisiw - Atikamekw) soient donnés gratuitement dans les centres d'amitié autochtones, afin de favoriser la réappropriation de la langue par les autochtones et que ce type de service soit connu (par exemple en mentionnant lors de l'inscription au cégep et en en faisant la promotion sur les différentes plateformes à disposition) et gratuit.
- Que le même principe soit adopté au collégial et qu'il y ait des cours complémentaires de langues autochtones selon les régions, afin d'une part donner encore plus d'outils pour la réappropriation de la langue par les autochtones et ensuite pour que les allochtones puissent en apprendre davantage sur la langue et la culture autochtone.
- Augmentation des services de santé et sociaux dans les communautés. Offrir du support ou des compensations si les services ne sont pas disponibles dans les communautés.
- Assurer une représentation politique équitable et des services équitables pour toutes les nations.
- Que le coût de la vie ne soit pas plus élevé dans les communautés. Ramener le prix du panier d'épicerie au même niveau que celui dans les grands centres, diversifier les produits, offrir des produits de qualité et frais pour les habitants. Cela aidera les habitants à adopter un

mode de vie saine et ne les obligera plus à quitter la communauté et à voyager près de 3h uniquement pour leurs besoins de base.

- Il serait important que les écoles des communautés parlent des conseils de bande et explique leur fonctionnalité et comment les jeunes peuvent s’y faire entendre.
- Les jeunes devraient avoir une place sur les conseils de bandes afin de faire entendre la voix de la jeunesse de la communauté. Cette place dédiée aux jeunes permettrait aussi à d’autres d’être plus à l’aise d’aller parler des sujets les concernant.
- Utiliser les conseils des jeunes des CAA comme lieux de partage, de discussion à saveur plus politique et éventuellement de lieux décisionnels afin de porter la voix des jeunes autochtones.

Modèle d’éducation idéal

Nous devons développer des pôles de formation pour et par les autochtones, tels que l’Institution Kiuna.⁴ Il nous a été mentionné que si le programme Sciences de la nature avait été dans l’offre de cours de Kiuna, l’étudiante consultée aurait probablement été étudiée là-bas. La distance géographique avec une institution comme Kiuna joue beaucoup. Il serait intéressant éventuellement que Kiuna puisse être reproduit à plusieurs autres endroits, afin que les étudiants restent plus près de leur communauté. Cependant, il était clair pour les étudiants que Kiuna devait en premier lieu agrandir son offre de programmes et affirmer son statut avant de créer de nouveaux pavillons ailleurs sur le territoire québécois.

Nous devons faire de l’école un milieu de vie et non seulement une salle de classe selon eux. Il est important que la communauté participe à la vie des étudiants et que ceux-ci s’y sentent bien, pas « comme dans une prison » où on apprend uniquement des compétences pour être un bon travailleur ensuite.

Puis, la participation des aînés est très importante à l’appropriation de la culture par les jeunes. Des activités intergénérationnelles devraient faire partie intégrante du cursus au primaire, au secondaire et même au collégial. Certains établissements offrent déjà cette possibilité et cela est directement dans la lignée d’esprit d’une éducation pour et par les autochtones.

Instances représentant les jeunes autochtones

- Difficile d’être entendu. Les centres d’amitié autochtones et les réseaux sociaux sont les deux moyens utilisés pour dire son opinion selon les étudiants.

⁴ <http://kiuna-college.com/fr/>, consulté le 2 mars 2017

- La jeunesse autochtone a des revendications différentes que les générations plus âgées. Selon eux, l'éducation est la priorité pour les jeunes, alors que pour les aînés, il s'agit plutôt de l'accès aux services et soins de santé.
- Les jeunes ne connaissent pas les instances du conseil de bande. Les jeunes n'y sont pas bien représentés et ne s'y sentent pas très à l'aise. Les CAA affichent l'ordre du jour des conseils de bande, mais les sujets ne sont pas intéressants pour les jeunes et ces derniers ne s'y sentent pas inclus. Les services de la communauté, ceux décidés par les conseils de bande, sont surtout offerts aux plus aînés.
- En centres urbains, il est encore plus difficile pour les jeunes de se faire entendre. Les CAA sont de très bons lieux pour recevoir des services de toutes sortes, mais ne constituent pas une plateforme de revendications. Il existe le Conseil des jeunes dans les CAA, qui s'occupe des activités sociales et des activités de socio financement. Ce conseil devrait aussi être utilisé afin de parler de politique et de revendications. Les deux personnes présentes nous ont dit qu'elles seraient intéressées à s'impliquer si ce genre de lieu existait. Un lieu pour et par les jeunes autochtones, afin de discuter d'enjeux les concernant et de pouvoir éventuellement se faire entendre.

Odanak

Lieu : Institution Kiuna

Nombre d'étudiants autochtones identifiés au cégep : En moyenne 75-80 étudiants

Personnes de la FECQ/association étudiante présentes :

Rose Crevier-Dagenais | FECQ et Élyse Tremblay-Longchamp | FECQ

Nombre de personnes présentes :

Féminin : 6

Masculin : 7

Nations et communautés, si applicables :

Eeyou – Anishnabe (Cri – Algonquin) : Senneterre

Eeyou – Anishnabe (Cri – Algonquin): Pikogan

Eeyou – Nehirowisiw (Cri-Atimamekw) – Wemontaci

Innu - Natashquan

Nehirowisw (Atikamekw) – Wemontaci/La Tuque

Nehirowisw (Atikamekw) – Wemontaci

Nehirowisw (Atikamekw) – Wemontaci

Nehirowisw (Atikamekw) – Manawan

Nehirowisw (Atikamekw) – Manawan

Nehirowisw (Atikamekw) –Manawan/Wemontaci

Malécite : Cacouna

Malécite : Rive-Sud de Montréal

Mohawk : Kahnawake

Programmes : Sciences humaines– profil Premières Nations, Éducation spécialisée et contextes autochtones (AEC) et Comptabilité (AEC)

Portrait :

Lors de cette rencontre, beaucoup d'étudiants avec des parcours très différents les uns des autres se sont prêtés à l'exercice, ce qui nous a permis d'obtenir des opinions tout de même diversifiées. Ceux-ci ont mentionné que dépendamment des cohortes, il y a beaucoup de jeunes Mohawks, Nehirowisws (Atikamekw) et Innus. Certaines nations sont beaucoup moins représentées à Kiuna, comme les Inuit et les Eeyou (Cris). La distance géographique de ces nations avec la communauté d'Odanak semble être une des raisons pourquoi il y a si peu d'étudiants de ces régions.

À un moment, lors de la table ronde, plusieurs enfants sont venus rejoindre leurs parents, qui sont étudiants à Kiuna. Nous avons pu remarquer tout de suite que la conciliation famille-étude était très présente dans le collège et que celui-ci semblait tout à fait outillé pour répondre à cette réalité. Une ambiance familiale régnait dans le collège et autour de la table. Il n'y avait aucune animosité entre les étudiants, issus de différentes nations. Certains ont utilisé leur langue pour communiquer certains faits et l'entraide était très présente. Dans le groupe, une personne parlait uniquement anglais, en plus de sa langue maternelle, le Mohawk.

Problématiques vécues dans les communautés et en centres urbains

Discrimination et racisme

L'enjeu du racisme a été discuté longuement et a apparu en premier lors des discussions. Les étudiants nous ont parlé de leur expérience personnelle à travers leur parcours éducatif. Les jeunes ont aussi identifié que le milieu de l'éducation est le lieu propice pour enrayer cette discrimination. Un fait bien établi parmi le groupe était celui des cours d'histoire et de littérature qui avait un rôle important à assumer pour contrer l'ignorance. Toutefois, une étudiante a mentionné que les autochtones avaient aussi un rôle important à jouer pour contrer ce racisme. Par exemple, cette même étudiante est native de Manawan et a participé à l'élaboration d'une campagne de sensibilisation contre le racisme que menait le CAA de Joliette. Le CAA amenait les jeunes à réapproprier leur culture en faisant partie de cette campagne de sensibilisation. Les jeunes ont été appelés à présenter cette campagne au Cégep de Joliette dans le cadre d'une conférence sur la culture autochtone.

« On me considérait comme une pomme. On disait que j'étais rouge à l'extérieure, mais blanche à l'intérieure. »

Cursus scolaire, offre de cours et allocations

Lorsqu'est venu le temps de discuter de leur parcours au collégial, tous ont démontré leur amour pour l'Institution Kiuna. Or, la plupart d'entre eux n'étaient pas à leur première entrée dans le réseau collégial. Certains ont connu d'autres cégeps du Québec et ont vécu d'autres expériences, parfois intéressante, parfois traumatisante. Une des expériences mentionnées par les étudiants était liée à la transition vers un centre urbain pour étudier. Plusieurs jeunes disent qu'ils ont dû déménager en ville pour étudier et qu'ils ont trouvé cela difficile par manque de support. Ils auraient aimé être plus encadrés par rapport à cette modification complète de leur mode de vie.

« Être autochtone et être en ville est difficile, car justement tu ne sens pas le lien d'appartenance. Je l'ai ressenti quand je suis retournée à Manawan .»

Quand est venu le temps de parler d'argent, les jeunes semblaient éprouver plusieurs critiques à la méthode de financement « par allocation ». Premièrement, il était entendu qu'il y avait un manque de connaissance par rapport à ce que le gouvernement pouvait offrir comme support financier aux étudiants autochtones quittant leur communauté et se dirigeant vers un grand centre. Aussi, les jeunes ont convenu que peu d'entre eux savaient comment gérer un budget et donc les sommes données par les conseils de bande. Face à une société de consommation, les jeunes autochtones doivent apprendre à gérer un budget pour se nourrir et répondre à leurs besoins. Des services devraient être offerts par les établissements d'enseignement. Par exemple, à Kiuna, quelqu'un vient chaque année pour montrer aux étudiants comment gérer leur budget.

« [Les jeunes autochtones de la communauté] n'ont jamais appris à cuisiner, à gérer leur budget, à utiliser les transports en commun et à gérer leur temps. »

La conversation s'est aussi arrêtée sur la formation policière au collégial. Celle-ci coûte présentement environ 17 000\$ pour la formation en AEC, en plus de 27 000\$ pour la formation à l'École nationale de police. L'ensemble du parcours de l'étudiant au collégial coûte environ 40 000\$⁵, qu'il doit lui-même payer si le conseil de bande de sa communauté ne peut pas défrayer les coûts pour lui. Certaines nations, telles que les Eeyou (Cris), payent l'entièreté de la formation pour les étudiants de leurs communautés. Cependant, pour prendre l'exemple des communautés mohawks et naskapis, ils n'ont pas de fonds suffisants pour payer le cours aux étudiants autochtones. Pour un étudiant non autochtone, il lui est possible de demander du financement de la part du corps policier allochtone, car les policiers versent 1% de leur masse salariale à la formation des futurs policiers. Leur cours leur coûtera ainsi un maximum de 10 000\$. Pour ce qui est des étudiants autochtones, ils n'ont pas accès à ce genre de financement et ils trouvent cela injuste, car ils doivent payer un montant faramineux.⁶

Des tentatives de support semblent avoir été portées notamment au Collège Alma, cependant certains autres collèges, comme celui d'Ellis, semblent avoir été oubliés. Suite à une conversation téléphonique avec le coordonnateur de programme de Techniques policières au Collège Ellis, Mr Daniel Guillemette, il semble que les étudiants autochtones de son collège ne reçoivent aucune aide du gouvernement ou des communautés (composé surtout d'étudiants autochtones anglophones naskapis et mohawks).

Décrochage scolaire et perspective d'emploi

Les jeunes autochtones rencontrés avouaient que leur parcours présentaient plusieurs difficultés quant à la persévérance scolaire. En effet, le choc culturel possible lors d'un déménagement en grand centre leur demande beaucoup d'adaptation au niveau social, financier et culturel.

« Les étudiants ne sont pas habitués, ils n'ont pas la transition vers le mode de vie ancestral vers le mode de vie urbaine [...] ils n'ont pas de ressources, ils ne savent où se référer, alors l'adaptation devient très difficile. »

« Un jeune autochtone est habitué de vivre dans sa communauté [...] il arrive ici en ville tout seul. [...] Pour faire des activités de loisir il faut de l'argent et il se ramasse tout seul dans leur appartement, l'ennui et l'isolement commence à s'installer et après ils retournent dans leur communauté, car ils ont trouvé dur de s'intégrer. »

Un autre aspect soulevé par le groupe relatif à la persévérance scolaire était celui de la valorisation de l'éducation des jeunes autochtones au sein même des communautés. Il est assumé par le groupe que peu d'offres d'emplois leur sont offertes et pour cette raison, obtenir des diplômes n'est pas un

⁵ <http://www.ledevoir.com/societe/education/499033/formation-des-policiers-autochtones>, consulté le 29 mai 2017.

⁶ [Http://vigile.quebec/Aspirants-policiers-Quebec-met-fin](http://vigile.quebec/Aspirants-policiers-Quebec-met-fin), consulté le 10 mars 2017.

moteur de motivation suffisant pour la persévérance scolaire. Pour obtenir un emploi en communauté, les jeunes déploraient que cela fonctionnât principalement par son réseau de contacts.

« Ce qui est reconnu dans les communautés, ce sont surtout les contacts et l'expérience. »

Une jeune étudiante dit avoir terminé son DEC à Kiuna justement, mais qu'il n'y a pas d'emplois dans la communauté. Elle est donc revenue à l'Institution Kiuna pour suivre une autre formation. À ce sujet, une autre jeune autochtone décriait le manque d'entrepreneuriat au sein des communautés. Ce manque contribue au manque de diversité des domaines d'employabilités offerts aux jeunes autochtones.

« Quand j'étais jeune, c'était juste soit le hockey ou le débroussaillage, c'est tout ce que je connaissais que je pouvais faire. [...] Aujourd'hui je vois qu'il y a plein de portes. Quand tu finis ton secondaire, il y a plein d'options. Je le dis maintenant à mon petit frère, il y a d'autres possibilités dans l'avenir. Maintenant quand je vois un jeune, je lui dis. »

Conciliation famille-travail-étude

Les étudiants de Kiuna se sentent choyés par les mesures de conciliation famille-étude que leur offre le collège. Ces mesures sont des exemples types, que toutes les autres institutions, collégiales et universitaires, devraient adopter. En exemple, les résidences sont conçues pour accueillir des familles avec plusieurs enfants et non seulement une seule personne. À noter qu'autour de la table, lors des échanges, il y avait une étudiante enceinte de plusieurs mois, ainsi que plusieurs autres parents qui avaient leur enfant près d'eux. Les étudiants de Kiuna peuvent utiliser le service de garde du collège pendant leurs cours.

Langue d'apprentissage et évaluation du MEES

Lors de notre discussion avec les jeunes sur les enjeux de la langue, les examens du ministère ont été mentionnés à plusieurs reprises, car ils ne sont pas adaptés pour les étudiants autochtones. Les étudiants avouaient cependant qu'ils n'avaient pas de solutions à présenter à ce sujet. Il est certain que les étudiants autochtones aimeraient avoir les examens dans leur langue maternelle. En ajout, ils déploraient que leurs langues ne soient pas reconnues comme langue officielle. Des mesures devraient leur être offertes pour leur permettre, tout comme étudiants dont le français n'est pas leur langue première, de s'adapter aux exigences du ministère. Les étudiants ont ajouté que l'apprentissage par exposés magistraux n'était pas toujours fait pour les autochtones et que d'autres approches, comme celles proposées à Kiuna, devraient être priorisées.

« Les examens du ministère sont faits pour les Québécois. Leur première langue c'est le français. Nous, notre langue maternelle c'est l'Atikamekw, le Cri, etc. [...] Faut changer ça. »

« Ce n'est pas la même vision, on n'a pas la même mentalité [concernant l'éducation]. »

Cours d'histoire et cours littérature

Les étudiants ont mentionné que l'apport des Premières Nations, des Inuit et des Métis à la société n'est pas représenté convenablement. Notamment parce qu'il y a un manque d'information flagrant d'information à la diversité des nations, de leur histoire et de leur mode de vie. Ces mêmes étudiants affirment aussi qu'enseigner la mauvaise histoire à propos des peuples autochtones encourageait les préjugés sur les autochtones, car le cours d'histoire n'aborde pas la situation actuelle des autochtones. Dans les faits, on ne se rend pas plus loin que la crise d'Oka dans le meilleur des cas. Or, les autochtones d'aujourd'hui vivent aussi en centre urbain et vont à l'école. Leurs vies ont changé, comme nous. Les jeunes considèrent que de modifier le cours d'histoire et son contenu contribuerait à diminuer la l'ignorance, et donc la discrimination, le racisme.

Tous les enseignants du collégial devraient avoir de la formation pour enseigner à l'étudiant autochtone. Les établissements collégiaux devraient permettre aux étudiants autochtones d'avoir des ressources pour améliorer l'adaptation entre vivre entre communauté et en centre urbain. L'enseignement de la littérature au cégep inclure des auteurs autochtones et des auteurs allochtones qui parlent et reflètent la réalité autochtone dans les cours de littérature pour sensibiliser les étudiants à la diversité culturelle. Cela permettrait de diminuer l'ignorance et le racisme.

Autodétermination

La discussion a même mené à la possibilité d'instaurer un nouveau palier gouvernemental qui serait administré pour et par les autochtones. Ou du moins, que les instances gouvernementales provinciales et fédérales qui gèrent les dossiers et les affaires autochtones soient administrées par les autochtones.

Toxicomanie et alcoolisme dans les communautés

À un moment, la discussion s'est portée sur les difficultés qu'un jeune peut vivre en communauté. Un jeune a mentionné qu'il a quitté sa communauté pour fuir les problèmes liés à la toxicomanie et l'alcoolisme. Selon lui, la surconsommation est liée à l'entourage et aux influences qu'un jeune peut côtoyer.

La Loi sur les Indiens

Lorsqu'est abordé l'enjeu de la *Loi sur les Indiens*, les jeunes étudiants s'entendaient tous pour demander une modification de la terminologie dans la loi. En effet, le terme « Indien » est péjoratif et à éviter, car ils ne représentent pas les autochtones du Québec. Les jeunes ne recommandaient pas nécessairement d'abolir la *Loi sur les Indiens*, mais plutôt de travailler à la modifier au niveau de la définition de l'autonomie des autochtones et leur autodétermination. Or, les étudiants voyaient l'apport bénéfique de cette loi pour les peuples autochtones, car elle permet à ceux-ci de garder et protéger leurs terres et les droits ancestraux.

Modèle d'éducation idéal

Lors de cette rencontre, on nous a fait sentir que Kiuna était une formule d'enseignement qui fonctionnait très bien et qui se devait d'être répétée ailleurs au Québec. Comme mentionné précédemment, les jeunes étudiants apprécient leur milieu d'études notamment par le sentiment d'appartenance au milieu et l'ambiance de familiarité avec l'ensemble des intervenants du collège. À Kiuna, les cours sont adaptés aux communautés présentes en classe ce qui permet un sentiment d'appartenance et motive les jeunes à se présenter en classe et à être assidus. Aussi il y a une volonté pour que les étudiants réussissent. L'école offre également des services d'encadrement aux étudiants (aide pédagogique individuelle, psychologue, vie culturelle, aide de la part d'enseignants autochtones ou connaissant les réalités autochtones).

«C'est ici à Kiuna qu'on se retrouve tous ensemble et on se rend compte qu'on a des différences, mais on a aussi l'appartenance ensemble, c'est comme une grosse famille.»

Certains jeunes mentionnaient aussi que Kiuna devrait être mieux connu des personnes allochtones, car il y a un programme juste pour eux, soit Sciences humaines - profil Premières Nations. Des jeunes avançaient l'idée de créer une université à la saveur Kiuna.

« Il faudrait ouvrir une université comme Kiuna. »

Solutions proposées

- Avoir plus d'argent pour avoir plus de programmes
- Avoir plus de lieux comme Kiuna, mais au niveau primaire, secondaire et collégial.
- Que les cours traditionnels soient intégrés dans le cursus scolaire, pas uniquement comme activités extrascolaires. « Les jeunes ne peuvent pas toujours être présents le midi ».
- Échanges-étudiants à faire dans les communautés pour montrer aux Québécois ce que c'est réellement une communauté et leur faire découvrir les bons côtés.
- Instaurer un nouveau palier gouvernemental qui serait administré pour et par les autochtones

Instances représentant les jeunes autochtones

- Les jeunes souhaitent avec une place obligatoire sur le grand Conseil afin de pouvoir exprimer les opinions des jeunes. ,
- Les jeunes ont déjà un Conseil jeunesse, mais celui-ci n'a pas de réel pouvoir. Par exemple, ils n'ont aucun budget et ne peuvent pas conseiller ou même prendre des décisions avec les décideurs du conseil de bande.
- Les jeunes souhaiteraient être davantage informés des ressources qu'ils ont dans les communautés pour étudier ou simplement s'occuper.

Sept-Îles

Lieu : Cégep de Sept-Îles

Nombre d'étudiants autochtones dénombrés au cégep à l'hiver 2017: Inconnu

Profil des étudiants rencontrés :

Nombre de personnes présentes : 3

Masculin : 1

Féminin : 2

Autre: 0

Nation : Innue

Communauté : Uashat mak Mani-Utenam

Programme: Sciences de la nature, Tremplin DEC et Techniques de comptabilité et gestion

Problématiques vécues dans les communautés et en centres urbains

Les étudiants autochtones du Cégep de Sept-Îles considèrent qu'à l'intérieur de leur communauté il y a beaucoup de problèmes reliés au suicide, au viol, à l'alcool et à la drogue. Cependant, à l'extérieur des communautés, ces mêmes étudiants éprouvent de nombreuses difficultés. Par exemple, en grande ville, ils ont de la difficulté à s'adapter à leur environnement. Ce n'est pas facile pour eux de tisser des liens avec les gens autour d'eux dans les grands centres. Comme une étudiante a mentionné, « dans la réserve, lorsqu'on manque de lait chez nous, il est facile d'aller voir le voisin et de lui en demander un peu parce que nous sommes tissés serré ». Les autochtones s'entendent aussi pour dire que les ressources sont moins visibles pour eux à l'extérieur de leur communauté.

Solutions proposées

- Instauration de centres d'amitié autochtones partout au Québec, afin qu'ils y aient accès peu importe où ils se trouvent.
- Que davantage de publicités soient diffusées afin de mieux connaître leurs ressources dont ils connaissent déjà l'existence, mais aussi les ressources disponibles dans un environnement peu connu.
- Avoir une personne responsable de la culture autochtone dans tous les établissements qu'ils fréquentent (ex : école, travail, etc.) et l'ouverture d'un centre où l'on peut entretenir des relations interculturelles, pour pouvoir échanger sur leur culture.

- Modifier le calendrier scolaire pour permettre la pratique des activités traditionnelles
- Examen dans leur langue maternelle et traducteur dans les cours au cégep
- Avoir plus de modèles (enseignants notamment) dans les institutions scolaires
- Augmenter la représentativité des jeunes autochtones dans les conseils de bande et instances du gouvernement

Modèle d'éducation idéal

Les interlocuteurs du Cégep de Sept-Îles ont été particulièrement volubiles lorsqu'est venu le temps de s'exprimer sur leur modèle idéal, tout en identifiant les problématiques actuelles. En partant du fait que la plupart des étudiants issus de communautés autochtones n'ont pas le français comme langue maternelle, il y a d'emblée une barrière linguistique à leur apprentissage. En contrepartie, cette année un cours de Français leur a été donné de façon à ce qu'ils puissent avancer à leur rythme. Ils croient que des cours de mise à niveau pourraient être nécessaires afin de favoriser leur réussite. Certains ont aussi dit qu'il leur serait utile d'avoir plus de temps lors des rédactions et les dissertations ou encore dans les examens de langue, un temps supplémentaire ne leur est actuellement accordé que lors des examens du ministère. Hypothétiquement, le fait d'avoir des enseignants provenant de leur communauté pourrait aussi les aider à s'adapter aux études collégiales et leur permettrait de mieux cheminer. Il a aussi été dit que d'avoir un traducteur disponible auprès d'eux lors des travaux scolaires pourrait les aider, car parfois il est difficile pour eux d'exprimer en français ce qu'ils pensent en Innu.

Sur un autre aspect, il a été mentionné qu'il serait pertinent d'avoir des cours plus adaptés. En exemple, des cours de Philosophie qui feraient référence à leur culture et du matériel pédagogique adapté à leur spiritualité et façon de pensée. Les étudiants rencontrés parlaient aussi d'avoir des cours à propos de la culture de leurs ancêtres et des congés durant la chasse. Par exemple, la session d'hiver termine en mai, mais c'est la période de la chasse à l'outarde. Ils voudraient donc pouvoir terminer la session plus tôt afin d'aller pratiquer leurs activités traditionnelles.

Instances représentant les jeunes autochtones

- Pas d'instances pour représenter spécifiquement les jeunes autochtones
- Le Conseil de bande a déjà fait une consultation étudiante pour demander l'avis des jeunes, mais rien n'a vraiment bougé à la suite de cette rencontre. On commence tranquillement à les intégrer aux grandes décisions de la communauté en faisant siéger un ou deux conseillers au Conseil de bande.
- Avoir au moins un représentant sur chacun des comités que l'on retrouve dans les établissements scolaires ou même au gouvernement.

Baie-Comeau

Lieu: Local innu, au Cégep de Baie-Comeau

Représentant étudiant présent: Marc-Antoine Fortin | AGEECBC

Profil des gens rencontrés : Un groupe mixte en genre d'une dizaine de personnes

Nation et communauté: Innue | Pessamit

Programme: multiples programmes, ainsi que des autochtones non étudiants faisant partie de la communauté du cégep.

Problématiques vécues dans les communautés et en centres urbains

Racisme systémique et stéréotypes

Les étudiants présents lors de la rencontre ont mentionné en ouverture qu'ils étaient toujours enclavés dans des stéréotypes. Certaines interventions du gouvernement, autant fiscales que légales, sont vues comme des avantages. Aussi, ils déplorent le fait qu'ils sont vus comme des profiteurs ou des paresseux. De ce fait, ils encouragent les mesures permettant aux non-autochtones de tisser des liens avec eux et d'en apprendre plus sur leur situation. Des activités au cégep ont été mentionnées et proposées, comme des ateliers ou des formations pour le personnel.

Éducation

Un des problèmes d'accès aux études qui est considéré important est le fait que les étudiants issus des Premières Nations perdent souvent leurs droits et leurs moyens capitaux lorsqu'ils sortent de leur village. Il serait important de s'assurer que les étudiants soient accommodés adéquatement en fonction de leur situation sociale, monétaire et scolaire. S'en est suivi d'une discussion sur les pensionnats. On fait mention du fait qu'il est important de se rappeler de ce qu'ils étaient et d'en parler lors de cours d'histoire, chose qui n'est pas faite présentement au secondaire.

DPJ

De plus, on mentionne plusieurs problèmes avec le Département de la Protection de la Jeunesse. Il arrive qu'un enfant se fasse retirer d'une famille pour des raisons qui sont, selon eux, non valables. De plus, ce jeune a beaucoup plus de chance d'être placé dans une famille d'accueil qui est à la fois non-autochtone et qui habite en dehors de son village natal. Tout ceci alors que des familles d'accueil sont souvent prêtes à les recevoir à l'intérieur de la communauté.

Accueil des étudiants autochtones

Les étudiants ne croient pas qu'ils soient mal accueillis au cégep de Baie-Comeau. L'administration a travaillé de concert avec les comités et des intervenants afin de produire un guide de l'étudiant

innu, qui est disponible sur le web pour tous les étudiants.⁷ Ils croient qu'il est important d'accueillir les étudiants dès leur entrée au cégep afin de s'assurer qu'ils ne sont pas déboussolés par leur nouvelle situation, sous tous ces aspects.

Solutions proposées

- Les étudiants rencontrés souhaiteraient que les informations qui leur sont pertinentes circulent mieux, et ce, aux moments appropriés. On peut parler du fonctionnement de l'institution ou de leurs droits et tant qu'étudiants.
- De ce fait, il serait grandement apprécié que les cégeps visitent les écoles secondaires des villages autochtones avoisinants afin d'encourager les inscriptions et de répondre aux questions. Ce serait selon eux une excellente façon d'éliminer certaines barrières qui sont présentes entre les études secondaires et collégiales.
- Mise en place de programmes adaptés aux autochtones, mais permettre une latitude. Ne pas juste miser sur le modèle de Kiuna.
- Autodétermination; laisser les autochtones la chance de réellement l'appliquer.
- Continuer les efforts de sensibilisation au cégep et ailleurs pour vaincre le racisme

Modèle d'éducation idéal

Ils saluent ce que fait l'Institution Kiuna, mais croient que ce n'est pas une solution qui s'applique pour tous (individus et nations) et qu'il faut leur laisser leur plein choix de leur formation. En effet, l'offre de cours à Kiuna est limitée et l'accès géographique avec l'Institution en freine quelques-uns à étudier là-bas, loin de leur communauté. Il est aussi important pour eux de faire comprendre à la société qu'ils n'ont toujours pas un fort pouvoir d'autodétermination au-delà des études. Un devoir de conscientisation doit alors être entrepris avec le reste de la population. On devrait aborder les autochtones et raconter leur vraie histoire, tel que les pensionnats.

Instances représentant les jeunes autochtones

- Les jeunes ne prennent pas vraiment part aux décisions ou aux assemblées en ce qui concerne leur village.
- Possibilité une motion similaire au projet de loi 693, qui oblige les sociétés d'État d'avoir une personne de moins de 35 ans qui siègent sur leur conseil d'administration.

⁷ www.etudiantsinnus.wordpress.com, consulté le 29 mai 2017.

Montréal

Aboriginal Student Resource Center of John-Abbott college

Lieu : Collège de John-Abbott

Nombre d'étudiants autochtones identifiés au cégep : en moyenne 60 étudiants autochtones

Inuit: 30 étudiants

Eeyou (Cris): 15 étudiants

Mohawks: 15 étudiants

Personnes de la FECQ/association étudiante présentes :

Rose Crevier-Dagenais | FECQ

Louise Legault | Aboriginal Student Resource Center of John-Abbott college

Nation et communauté, si applicable :

Inuit

Mohawk

Eeyou (Cri)

Portrait :

Par manque de temps, nous n'avons pas réussi à organiser une rencontre officielle avec les étudiants autochtones. Nous avons cependant pu discuter avec la personne ressource pour les services aux étudiants au Collège John-Abbott. Beaucoup de constats que nous avons déjà faits ont été nommés lors de cet appel et les lignes suivantes résumeront le statut particulier que vivent les étudiants Inuit notamment.

Protocole sur l'éducation des Autochtones

Selon elle, il est nécessaire que tous les établissements postsecondaires adoptent le Protocole sur l'éducation des Autochtones⁸, créé par Collèges et instituts Canada, en partenariat avec plusieurs autres groupes autochtones. Voici les sept principes sur lesquels le protocole agit:

1. S'engager à faire de l'éducation des Autochtones une priorité.
2. Voir à ce que les structures de gouvernance reconnaissent les peuples autochtones et les respectent.

⁸ <https://www.collegesinstitutes.ca/fr/les-enjeux/apprenants-autochtones/modes-dapproche-et-pratiques-exemplaires-pour-appliquer-les-principes-directeurs/>, consulté le 10 mars 2017.

3. Faire appel aux traditions intellectuelles et culturelles autochtones dans la mise en œuvre des programmes d'études et des méthodes d'apprentissage adaptés aux apprenants et à leur communauté.
4. Aider les étudiants et les employés afin qu'il existe une meilleure compréhension mutuelle et une plus grande réciprocité des relations entre Autochtones et non-Autochtones.
5. S'engager à augmenter le nombre d'employés autochtones par des nominations à durée indéterminée dans les diverses catégories d'emplois de l'établissement, y compris celle des cadres supérieurs.
6. Établir des services et un milieu d'apprentissage holistiques centrés sur les apprenants autochtones pour garantir leur réussite.
7. Nouer des relations avec les communautés autochtones et assumer la responsabilité du soutien à leur autodétermination par l'éducation, la formation et la recherche appliquée.

Au total, c'est 48 établissements au Canada qui ont adopté ledit protocole. Au Québec, c'est à peine six établissements, dont le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, le Cégep de St-Félicien, le Cégep de Sept-Îles, le Cégep de Trois-Rivières, le Cégep de Victoriaville et le Collège John-Abbott.

Éducation

Le collège accueille des étudiants autochtones depuis 1990 et avec les années, il s'est spécialisé dans l'accommodement des étudiants Inuit, de forte concentration anglophone.

Des lieux de réunion, qui sont culturellement confortables et qui répondent aux besoins sont nécessaires dans tous les établissements. Des postes comme le sien sont très importants pour la continuité des services donnés aux étudiants. Ce sont des personnes formées, qui comprennent les enjeux autochtones et qui sont des ressources pour les étudiants.

Étudiants Inuit

Les étudiants Inuit vivent une situation particulière, où bon nombre d'entre eux doivent quitter leur communauté située dans le Nord-du-Québec, afin d'avoir accès à un enseignement postsecondaire. Beaucoup de diplômes de ces communautés ne sont pas reconnus par le MEES et cela cause de grandes difficultés aux étudiants, qui doivent parfois faire jusqu'à deux ans de préalable avant d'entrer réellement dans leur cursus au cégep. Le cégep est notamment un des rares lieux de formation pour ces jeunes Inuit qui souhaitent entreprendre une technique ou aller à l'université.

Les étudiants vivent un fort dépaysement lorsqu'ils viennent étudier en ville. Le cégep a mis au point plusieurs mesures pour pallier à ce choc culturel.

« Des étudiants Inuit me disaient qu'ici, il y avait toujours du bruit. Pourtant, on était dans un parc et on n'entendait presque rien. Le simple bruissement des feuilles est un bruit nouveau, car dans le Nord-du-Québec, il n'y a pas d'arbres dans la toundra. »

Financement

Le financement devrait être stable et permanent. Chaque année, les établissements doivent faire des demandes et vivent dans l'insécurité de voir les fonds coupés. Ces fonds servent notamment au personnel de soutien aux étudiants autochtones, mais aussi dans toute l'offre de services aux étudiants autochtones, qui sont garants de leur réussite et de leur persévérance scolaire. Les activités comme les activités d'intégration et les sorties avec les étudiants aident à leur adaptation à la ville.

Gouvernance

Les autochtones devraient avoir plus de liberté sur leur propre gouvernance. Ils sont présentement pris entre deux gouvernements, où leurs diplômes ne sont pas reconnus et où ils peuvent difficilement mettre en place des projets visant l'autodétermination.

Reconnaître dans les cérémonies et autres événements du collège que l'activité se tient en territoire Mohawk est une façon d'affirmer que les autochtones sont ici chez eux.

Femmes autochtones du Québec

Lieu : Kahnawake

Personnes de la FECQ/association étudiante présentes :

Rose Crevier-Dagenais | FECQ

Maïtée Labrecque-Saganash | Femmes autochtones du Québec

Nation et communauté, si applicable :

Toutes les communautés représentées, une jeune femme par nation

Portrait:

Lors de la rencontre avec la coordonnatrice jeunesse de Femmes autochtones du Québec, il a été discuté des constats de la tournée et des recommandations proposées. L'approche a été qualifiée d'appropriée, en regard au travail de la FECQ, de l'examen de littérature et la tournée de rencontres avec les étudiants collégiens autochtones. Voici la liste des priorités liées à la jeunesse, dont plusieurs étaient d'emblée dans le résumé des consultations.

Éducation

Clairement, l'enseignement doit être revu dans les écoles provinciales. La formation doit aborder les réalités autochtones et l'appliquer transversalement dans toutes les matières données lors du parcours scolaire, du primaire jusqu'à l'université. En plus de revoir les cours principaux tels que les cours d'histoire, on doit nommer et expliquer la perspective autochtone dans tout le cursus.

Les associations étudiantes peuvent faire beaucoup pour leur membership autochtone. Que ce soit en offrant une place pour les étudiants autochtones sur leur table de représentants, CA ou autres instances décisionnelles. Il est possible d'offrir des formations à sa population étudiante, afin de les sensibiliser et les conscientiser à propos des réalités autochtones.

Des résidences adaptées au cégep et à l'université aideraient les étudiants parents qui souhaitent poursuivre leur étude. Il est impossible de même songer à aller au cégep dans une résidence typique quand on a un, voir plusieurs enfants. Il est important pour les étudiants de se créer un réseau et de pouvoir vivre en communauté, même en centre urbain.

Du personnel formé dans les établissements d'enseignement doit être disponible pour aider et accompagner les étudiants dans leur parcours. Beaucoup d'étudiants autochtones ont un bagage très lourd à porter et des intervenants qui ne sont pas adéquatement formés ne pourront pas les aider correctement. En exemple, un intervenant formé pour les troubles intergénérationnels serait de mise, surtout considérant l'impact que les pensionnats ont encore sur les parents, grands-parents et enfants.

Il serait important de décoloniser les termes et que ceux-ci soient connus par les allochtones. En exemple, la nation crie devrait être nommée Eeyou, Anishnabe pour les Algonquins, Nehirowisiw pour les Atikamekw, Mi'kmaq pour les Micmacs. Même chose concernant les communautés, qui ont été renommées, car il était difficile pour les allochtones de le dire. Dans cette lignée, il est clair qu'une refonte complète des enseignements donnés dans le système d'éducation doit être revue. On parle ici des cours d'histoire, où les pensionnats ne sont pas ou presque pas abordés, tout comme la *Loi sur les Indiens*, l'apport considérable des autochtones à la société québécoise et leurs distinctions en tant que nation. Le tout devrait être révisé en consultant les organisations telles que Femmes autochtones du Québec.

Calendrier scolaire

Adapter les calendriers scolaires et/ou avoir plus de flexibilité concernant les périodes de chasse. La plupart des écoles de bandes comprennent ces enjeux et modulent leur calendrier scolaire en conséquence. Cependant, surtout lorsqu'on parle du collégial et du niveau universitaire, les enseignants sont très réticents et leurs cours n'offrent pas assez de flexibilité, surtout lors de la période d'examen. En exemple, le mois de mai est une période de prédilection pour la chasse dans certaines régions, mais est aussi une période d'examen et d'évaluation. Les étudiants se voient souvent refuser leurs demandes de passation d'examen plus tôt afin de pouvoir participer à la cette activité traditionnelle, qui est très importante pour les autochtones.

Langue

La langue maternelle des différentes nations devrait être reconnue comme langue officielle. Les jeunes ne devraient pas être obligés de délaisser leur langue maternelle au profit de cours de français et d'anglais.

Parfois, la barrière de langue induit des difficultés pour les étudiants à réussir dans leurs cours. Les programmes doivent être adaptés. Aussi, des cours de langue pour les autochtones devraient être mis en place partout, surtout dans les centres urbains, afin que ceux-ci puissent réapprendre leur langue ou encore, éviter de la perdre lorsqu'ils se retrouvent obligés de quitter leur communauté pour par exemple aller au cégep et à l'université.

Racisme

Les racismes institutionnels, tout comme le racisme relationnel⁹ existe et perdure un peu partout au Québec. Lors de la rencontre, l'accent est mis sur les métis ou encore les autochtones qui doivent quitter leur communauté et qui vivent du racisme par des allochtones en étant dans des centres urbains et qui en plus, vivent du racisme par les membres de leur communauté lorsqu'ils y retournent. C'est probablement une des pires situations que ces personnes peuvent vivre, n'étant jamais complètement « chez eux » nulle part. Il est important de conscientiser les membres de sa communauté sur les impacts que l'intimidation et l'exclusion peuvent avoir.

Allocations

Il a été précisé que d'une part, les allocations devaient être fixes et soutenues, afin de permettre une continuité dans le financement lors des études. Il n'est pas rare qu'un étudiant se voie couper de fonds à mi-parcours, car il n'y a pas assez de fonds pour tous les étudiants souhaitant en profiter. On rappelle que les allocations sont données par les conseils de bande et diffèrent de communauté en communauté.

Ensuite, il est clair que la plupart des jeunes ont besoin d'aide et de formation sur la gestion d'un budget. Trop d'étudiants se retrouvent à court d'argent, ceci causé par une difficulté à gérer correctement les fonds. Pour un jeune qui fait son épicerie dans un centre urbain, la différence de prix est tellement effarante, tout comme le nombre de produits disponibles, alors il aura tendance à acheter beaucoup plus. Au final, bien que le prix unitaire n'est pas énorme, la quantité achetée vient gruger les allocations. D'autres dépenses comme le transport en commun, la présence de magasins diversifiés et les activités sociales coûteuses rentrent en compte et il est difficile pour un jeune qui vit dans cet environnement pour la première fois de comprendre le coût réel de la vie.

⁹http://www.nccah-ccnsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/103/understadning_racism_FR_web.pdf, consulté le 10 mars 2017.

Safe space

Autant dans les établissements postsecondaires qu'à l'extérieur, il est important que les jeunes autochtones aient un lieu à eux, où ils peuvent rencontrer et échanger avec d'autres jeunes qui vivent la même situation qu'eux. Ces endroits pourraient aussi accueillir des discussions sur comment les jeunes vivent leur vie en centre urbain, comment ils s'adaptent et où ils pourraient aussi aborder d'autres sujets, selon des thématiques. L'important est de garder un endroit où la culture, la langue et les personnes sont de nations autochtones, afin de permettre aux étudiants d'avoir des référents culturels, même s'ils sont loin de leur communauté.

Two-Spirits

L'inclusion des personnes dites Two-Spirits ou bispirituelles dans les regroupements comme Femmes autochtones du Québec doit être plus présente. Il est clair que le colonialisme a contribué à faire disparaître cette notion, qui était pourtant très présente et acceptée dans la société autochtone. Les gens Two-spirits étaient même considérés comme « plus élevée spirituellement » et ils étaient très respectés, devenant souvent des guides spirituels pour la communauté. Malheureusement aujourd'hui, ces personnes doivent souvent quitter leur communauté afin de vivre leur sexualité, un effet pervers du christianisme qui perdure dans la collectivité. Le terme Two-Spirits englobe tout ce qui a trait à l'orientation de genre et de sexe chez les communautés autochtones.

« Le taux de suicide chez les jeunes autochtones est cinq à sept fois plus élevé que chez les allochtones. À cette statistique, on ajoute que les Two-Spirits ont deux fois plus de chance de mettre fin à leurs jours. »

Abitibi-Témiscamingue

Lieu : Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue, campus de Rouyn-Noranda, Val-d’Or et Amos

Nombre d’étudiants autochtones identifiés au cégep :

Campus de Rouyn-Noranda: 6 étudiants

Campus d’Amos: 6 étudiants

Campus de Val-d’Or: environ 40 étudiants

Personnes de la FECQ/association étudiante présentes :

Rose Crevier-Dagenais | FECQ, Émilie Bélanger | FECQ

Jérémy Beaudoin | AGÉCATVD, Grégory Wawati | AGÉCATVD

Profil des gens rencontrés :

Nombre de personnes présentes :

Féminin : 12 (Val-d’Or), 1 (Rouyn)

Masculin : 5 (Val-d’Or)

Nation et communauté, si applicable :

Allochtone – élevée avec des frères Atikamewk à Wemontaci

Anishnabe (Algonquin) – Abitibiwinini

Anishnabe (Algonquin) – Lac-Dozois

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Lac Simon

Anishnabe (Algonquin) – Rapid Lake/Val-d’Or

Anishnabe (Algonquin) – Témiskaming First Nation

Anishnabe (Algonquin) – Témiskaming First Nation/Val-d’Or

Anishnabe (Algonquin) – Rapid Lake/Val-d’Or

Anishnabe (Algonquin) – Val-d’Or

Anishnabe (Algonquin) – Winneway

Nehirowisiw (Atikamewk) – Manawan/Val-d’Or

Programme :

Sciences humaines, Tremplin DEC, AEC travail administratif pour les Premières Nations et les Inuit, Technique policière, Soins infirmiers et Soins préhospitaliers d’urgence

Portrait :

Les étudiants rencontrés étaient surtout de la nation Anishnabe (Algonquin). Au campus de Rouyn-Noranda, il n’a été uniquement possible de rencontrer une étudiante allochtone, qui a cependant

grandi avec des frères et soeurs autochtones, dont certains moments dans des communautés. Celle-ci était d'ailleurs en Technique policière, et elle a pu s'exprimer sur plusieurs enjeux vécus dans sa technique (où une étudiante autochtone étudie d'ailleurs avec elle). La rencontre à Val-d'Or fut très enrichissante et il a été possible de discuter avec des étudiants venants de plusieurs programmes. Certains d'entre eux effectuaient Tremplin DEC afin d'appliquer en Soins infirmiers notamment. Le programme d'AEC adapté aux Premières Nations et Inuit était le plus représenté, où neuf étudiants ont pu nous partager leur quotidien et leur idée. Ce groupe regroupait surtout des adultes effectuant un retour aux études, le tout payé par leur employeur (une journée semaine de payée pour étudier). Presque toutes les personnes ont mentionné que leurs parents étaient à l'origine de leur réussite et persévérance scolaire. Il a été clair que beaucoup de racisme existe et que malheureusement, une certaine ségrégation a lieu entre les allochtones et autochtones. Il est rare de voir les deux peuples réellement cohabiter ensemble.

Problématiques vécues dans les communautés et en centres urbains

Transport

La plupart des étudiants sondés habitent au Lac-Simon et rapportent un problème de transport entre la communauté et le cégep. Le cégep et l'université ont mis en place un service de navette et cela a des changements positifs., cependant il reste beaucoup de travail à faire, surtout pour les étudiants ayant un horaire atypique.

Conciliation famille-travail-étude

Problématique de gardiennage. Le CPE est à capacité maximum à Lac-Simon, vu la hausse des naissances qui s'est produite ces dernières années. Pour quelqu'un qui vient au cégep toute la semaine, le transport avec son enfant est difficile. Dans le cas d'un enfant malade et que l'étudiant doit retourner à Lac-Simon, c'est compliqué voir impossible de concilier la famille et les études. Il devrait y avoir une garderie spécifiquement pour les étudiants du cégep et de l'université, chose qui n'existe pas présentement. On doit aussi penser à tous ces enfants qui n'ont pas d'endroits où aller pendant que le parent est à l'école. C'est clairement un frein pour l'accès aux études, que ce soit le secondaire ou les études supérieures.

« Cette année, il y a eu 60 naissances à Lac-Simon et on prévoit le double pour l'année prochaine. »

Toxicomanie et alcoolisme dans les communautés

Beaucoup de consommation, alcool et drogue à Lac-Simon. C'est aussi très présent à Val-d'Or, mais chez les adolescents beaucoup plus, alors qu'on voit des jeunes au primaire prendre de la drogue. Il n'y a pas assez de ressources, d'intervenants qui peuvent aider à réduire la consommation.

« Il n'est pas rare de voir des élèves de 4e ou 5e année rentrer du diner avec les yeux rouges [...] , il y a beaucoup de drogue, même au primaire. »

Manque de ressources dans la communauté

Il y a un réel manque de place dans les écoles et le CPE, ceci lié à la croissance de la population et au sous-financement des infrastructures. Il y a quasi plusieurs manques au niveau des remplaçants scolaires. Peu d'enseignants souhaitent enseigner dans les communautés et lorsqu'ils partent, les postes sont difficiles à combler. Même au niveau préscolaire, il y a trop peu d'éducateurs en service de garde.

Il n'y a pas de centre sportif ni de maison des jeunes dans la communauté. Lorsqu'il n'y a pas d'occupation pour les jeunes, ils se tournent vers la consommation et l'intimidation. Les jeunes n'ont pas assez d'activités extrascolaires intéressantes. Les jeunes sont gênés lorsqu'ils déménagent en ville, car ils n'ont pas eu accès aux mêmes services, programmes et aide que les autres étudiants de leur âge.

Cependant, il existe de bons services au Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. Les autochtones ne connaissent peut-être pas tous les services, mais savent que le CAA existe et peut aider.

Cours d'histoire et langue

Clairmenet, les cours d'histoire doivent être revus pour réellement montrer l'apport des autochtones à la création de la Nouvelle-France. Les pensionnats devraient être vu dans les cursus scolaires ça aiderait au racisme selon eux.

« L'histoire canadienne, c'est un pays que l'on a défendu avec les francophones et les anglophones. Je trouve que le Canada ne souligne pas notre valeur [aux autochtones] à la construction du pays. »

Les langues autochtones ne sont pas valorisées, alors qu'elles devraient être des langues officielles. Un des participants a dit que chez lui, ils parlaient français, anglais, Eeyou et Anishnabe. « Pourquoi est-ce que le français et l'anglais sont les deux seules langues reconnues? », dit-il.

Racisme et Intimidation

Intimidation à tous les niveaux. Partout, dans les communautés comme à l'extérieur, il y a des préjugés. À entendre parler les gens autour d'eux, par exemple à l'école, il y a encore trop de propos et d'idées préconçues.

« Lors de mon stage en soins [infirmier], ma superviseuse de stage a dit : qui veut un petit kawish? Je lui ai dit que j'étais autochtone que ce qu'elle disait c'était raciste. Elle m'a répondu : ah, mais je ne savais pas, toi, ça ne paraît pas. »

Une autre étudiante a mentionné qu'elle a quitté son précédent emploi, car elle subissait de l'intimidation au travail et que le racisme était tellement présent qu'elle a préféré quitter l'hôpital

où elle travaillait. Une autre étudiante ajoute que lors de son cours de sociologie au collégial, l'enseignant a tout bonnement dit à la classe qu'il n'y avait pas un autochtone qui avait « passé son cours ». L'étudiante rajoute qu'elle n'a rien dit à ce moment et qu'à la fin du cours, ayant eu la meilleure note de la classe, elle lui a dit « Maintenant, c'est une autochtone qui a la meilleure note du cours ».

Certains mentionnent qu'ils ne croient pas que la persévérance scolaire des étudiants autochtones est encouragée par les allochtones. Dans la salle, on voit que très peu de personnes font confiance aux allochtones.

Allocations, offre de cours et compressions budgétaires

Trop de sous-financement des études pour les étudiants souhaitant poursuivre après le secondaire. Comme il y a un « baby-boom » à Lac-Simon depuis quelques années, il y a de plus en plus de demandes pour les allocations des études. Malheureusement, pas la même équité entre les communautés et les personnes postulants pour les bourses. Les communautés doivent elles-mêmes choisir les récipiendaires de bourses pour les études. Un changement de communauté nécessaire parfois pour avoir accès aux étaux, c'est ce qu'a fait un étudiant, qui n'avait pas accès aux bourses dans sa communauté et qui est devenu membre d'une autre. Les communautés se dotent donc elles-mêmes de règles de financement des études. Les étudiants sont unanimes : elles devraient avoir les mêmes règles.

La Stratégie pour les Autochtones vivants en milieu urbain (SAMU)¹⁰ ne finance pas le collégial. Les étudiants n'ont donc pas droit à ces subventions, qui financent surtout les DEP.

Les compressions dans les cégeps ont conduit à un arrêt de certaines ressources et services aux étudiants autochtones. Présentement, le plus gros manque est celui d'un intervenant dédié pour l'accompagnement des étudiants autochtones. Ce poste a été coupé et une seule personne d'occupe maintenant de tout le monde, soit les six campus collégiaux et universitaires. C'est absurde, car avant, c'était une ressource que les étudiants allaient voir, ce qui ne peut plus se faire pour les étudiants de Rouyn-Noranda et d'Amos, car le service a été centralisé à Val-d'Or. En plus, il y a trop d'étudiants autochtones pour un seul responsable.

La mise en place d'un AEC spécifique aux Premières Nations et Inuit est bénéfique, car elle permet aux étudiants de se retrouver ensemble. Cependant, le nom du cours attire les railleries. Sans changer le nom, il faut changer la vision qu'ont les autres étudiants et les employeurs. Les étudiants dans l'AEC travail administratif pour les Premières Nations et Inuit ont peur d'être « moins employables », parce qu'ils ont fait ce cours, qui est pourtant le même que celui sans la spécification Premières Nations et Inuit.

¹⁰ <http://www.rcaa.qc.ca/info/fr/samu/strategie-renouvelee-pour-les-autochtones-vivant-en-milieu-urbain.html>, consulté le 17 mars 2017.

« Je trouve ça plate, en faite ça m'écoeure, que quand tu dis que tu fais un cours 'autochtone' les gens disent : 'bah, ce n'est pas un cours ça [...] c'est un cours adapté', alors que c'est la même formation. Je l'ai entendu tellement souvent. »

Solutions proposées

- Cours généraux plus adaptés à la réalité d'aujourd'hui (allochtone et autochtone).
- Cours d'histoire devrait être revu afin de montrer les différentes réalités.
- Instauration de cours culturels/ arts traditionnels et de langues autochtones au collégial et au secondaire.
- Activités d'échanges dans le collège avec les autres étudiants.
- Une ressource humaine pour créer un sentiment d'appartenance.
- Ne pas avoir de date limite pour les enveloppes dédiées sur les campus collégiaux, surtout pour les ressources autochtones.
- Rendre les services encore plus accessibles aux étudiants, en faire la promotion.
- Avoir une place dédiée aux autochtones sur le CA des cégeps et/ou dans les associations étudiantes.
- Les langues autochtones devraient être des langues officielles.
- Faire des Conseils de bande en classe pour inciter les jeunes à s'impliquer dans leur communauté.
- Subventionner tous les étudiants qui souhaitent faire des études supérieures et que le financement soit équitable partout.

Modèle éducatif idéal

- Des classes plus interactives
- Adaptations des réalités-études lors de retours aux études
- Plus de professeurs autochtones
- Des ressources suffisantes pour tous les étudiants dans les écoles
- Des écoles assez grandes pour accueillir tout le monde

- Que le modèle éducatif se base sur chaque culture de chaque nation autochtone

Instances représentants les jeunes autochtones

- Doit avoir un palier du gouvernement qui serait géré par des autochtones (ex. ministères autochtones)
- Parfois, certaines instances ont des places dédiées pour les autochtones, mais ce rarement des postes importants et c'est surtout pour l'apparence.
- En ville, nulle part, aucune instance de représentation.
- Le conseil de bande est une plateforme peu adaptée, car trop de sujets à voir. Peu de solutions amenées, beaucoup de problématiques se gèrent en assemblée et souvent, le tout devient le lot de querelles personnelles.
- Peu de jeunes qui s'impliquent.

Conclusion

La prise de position officielle de la FECQ concernant les autochtones s'illustre dans un continuum d'actions qui seront portées afin d'appuyer les revendications des peuples autochtones du Canada.

Ce document réitère que le statu quo concernant l'éducation et les conditions de vie des autochtones ne peut plus durer. De nombreuses recommandations sont applicables dès maintenant, sous la juridiction provinciale. Dès le dépôt de ce document à votre ministère, nous souhaitons que la suite se poursuivra, non pas avec la FECQ comme principal interlocuteur, mais, avec les représentants jeunesse des organisations autochtones. Notamment, des branches jeunesse de Femmes autochtones du Québec, de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Conseil en éducation des Premières Nations, du Conseil jeunesse de la nation crie et le Conseil des jeunes de Qarjuit. En effet, il est important que les solutions soient appliquées en concertation avec les communautés et surtout, la jeunesse autochtone.

La FECQ se fera un devoir de rappeler au gouvernement qu'il est impératif de mettre en application les demandes des étudiants autochtones. L'organisation restera donc à l'affût des avancées en ce sens et continuera de parler tant et aussi longtemps que les gouvernements, tant provincial que fédéral, resteront sourds aux demandes des autochtones.

Recommandations

Éducation:

1. *Que tous les établissements postsecondaires du Québec adoptent le Protocole sur l'éducation des Autochtones et ses sept principes tels que proposés par Collèges et instituts Canada.*
2. *Que le système d'éducation et d'enseignement supérieur du Québec soit revu et qu'il contienne dorénavant un continuum du primaire jusqu'à l'université qui inclurait l'histoire et les réalités autochtones tout au long du parcours scolaire.*
3. *Que les cours d'histoire au primaire, secondaire et collégial soient revus de manière à présenter l'histoire et les cultures autochtones, les effets de la colonisation et des pensionnats sur les différentes nations, tout en mettant l'accent sur l'apport des autochtones à la société québécoise et que ce cours soit construit en consultant tous les regroupements autochtones.*
4. *Que des formations spécifiques sur les réalités des communautés autochtones soient aussi données à l'ensemble des futurs techniciens travaillant dans la santé et les services sociaux et que cette formation soit aussi appliquée à l'université quant aux intervenants sociaux, professionnels de la santé et futurs maîtres.*
5. *Qu'une formation obligatoire sur les réalités des communautés autochtones soit donnée à l'École nationale de police du Québec et que tout le corps policier soit formé en conséquence.*
6. *Que la formation à l'École nationale de police du Québec soit au même prix que les étudiants allochtones, qui payent présentement en moyenne 10 000\$, comparativement au 27 000\$ que les étudiants autochtones doivent présentement déboursier.*
7. *Que les différents paliers du gouvernement s'assurent qu'il y ait du personnel dédié à l'accompagnement des étudiants autochtones dans les cégeps et que ceux-ci soient formés quant aux réalités des communautés autochtones dans les cégeps, notamment en lien avec les troubles intergénérationnels, les abus et la toxicomanie.*
8. *Que le gouvernement fédéral finance adéquatement le système d'éducation des populations des Premières Nations, Inuit et Métis.*
9. *Que le gouvernement du Québec injecte de l'argent dans les programmes d'études autochtones dans le système d'éducation québécois, et ce, en favorisant l'embauche de professeurs autochtones.*

Autodétermination :

- 10. Que le gouvernement du Québec signe sans restriction la Déclaration des Nations Unies pour les droits des peuples autochtones (DNUDPA).*
- 11. Que les recommandations du document intitulé « Maîtrise indienne de l'éducation indienne » soient réellement appliquées à l'ensemble du Canada, afin que les autochtones puissent effectuer une réelle prise en charge de leur éducation, ceci pour et par eux.*
- 12. Que le gouvernement du Québec et du Canada reconnaissent que les nations canadiennes et québécoises se sont bâties sur des territoires autochtones non cédés et reconnaisse ainsi la souveraineté des nations autochtones et leur droit à l'autodétermination.*

Dossiers jeunesse

- 13. Que les Conseils de bande se dotent d'une place obligatoire pour au moins un jeune de moins 35 ans et moins.*
- 14. Que des échanges étudiants soient appliqués du primaire à l'université pour les jeunes allochtones et autochtones et entre leurs établissements, afin de favoriser les échanges entre les nations.*
- 15. Que les écoles primaires des communautés instaurent des simulations d'élections et de structure comme les conseils de bande, afin d'initier les jeunes à la démocratie et favoriser la prise de parole en public.*

Langue et culture :

- 16. Que les langues autochtones deviennent des langues reconnues et officielles par le gouvernement du Québec et du Canada.*
- 17. Que les termes désignant les lieux et les nations autochtones soient décolonisés en utilisant les mots d'origines et que le gouvernement les utilise comme tel. Dans le cas de changement à une dénomination de municipalité, cela devrait se faire par voie de consultation des citoyens.*
- 18. Qu'une campagne de sensibilisation soit financée par le gouvernement du Québec, afin d'enrayer le racisme et la discrimination envers les autochtones, ceci en ayant deux pans, soit le racisme par les allochtones et le racisme par les pairs, souvent retrouvé dans les communautés.*



FÉDÉRATION ÉTUDIANTE
COLLÉGIALE DU QUÉBEC

1000, rue Saint-Antoine O., bureau 409
Montréal, Québec
H3C 3R7

T : 514 396.3320
F : 514 396.3329
fecq.org

Fiche informative

Rencontre étudiante autochtone

Déroulement : la rencontre prend la forme d'un échange style table ronde, où le représentant de l'association étudiante ou de la FECQ¹¹ posera des questions aux étudiants présents. Voici un aide-mémoire pour diriger l'activité. **Le but est de recueillir les demandes des étudiants autochtones et les inviter au prochain congrès de la FECQ**, le 17-18 et 19 mars prochain, afin que les délégués puissent prendre position sur les revendications proposées.

Rôle de la FECQ et intentions : consultation des étudiants autochtones et regroupements afin de porter leurs revendications aux différents paliers gouvernementaux. La FECQ ne souhaite pas s'imposer, mais bien donner son appui politique aux demandes des autochtones, surtout en ce qui a trait à l'éducation, mais aussi aux conditions de vie dans les communautés et à l'extérieur. **Les questions ci-dessous nous serviront à former l'argumentaire présenté en congrès.** Les étudiants peuvent discuter d'autres sujets, c'est même fortement conseillé! Les sous-points¹² pourront servir afin d'alimenter les discussions, au besoin.

1. **Quelles sont les plus grandes problématiques vécues par les autochtones dans les communautés et à l'extérieur des communautés?**
2. **Qu'est-ce que le gouvernement devrait faire pour que ces problèmes cessent?**
 - Rôle du gouvernement fédéral vs provincial
 - Idées de projets novateurs, changement dans certaines lois (ex. loi sur les Indiens, application complète et réelle de la Maîtrise indienne de l'éducation indienne, etc.)
3. **Décrire un modèle de l'éducation qui conviendrait au peuple autochtone du Québec.**
 - Primaire /secondaire : implication des aînés, calendrier scolaire adapté ex. congé lors période chasse, apprentissage dans sa langue, etc.)
 - Postsecondaire : Pour et par autochtones comme Kiuna, distance géographique
4. **Quelles instances existent pour représenter les jeunes autochtones? Est-ce que vous sentez que la jeunesse autochtone est écoutée (dans les communautés et par le gouvernement) ? Le cas contraire, comment remédier à la situation?**
 - Conseils de bande ; y a -t-il assez de jeunes? Instaurer une place obligatoire d'un jeune sur chaque conseil ?
 - Réalité centre urbain vs communautés

¹¹ La FECQ est un regroupement national d'association étudiante. Elle regroupe 22 associations étudiantes collégiales et défend les droits et conditions de vie des étudiants de partout au Québec depuis plus de 27 ans.

¹² Se référer au document *Examen de littérature sur l'éducation des autochtones du Québec*, présenté au 89^e congrès de la FECQ au Cégep de Sorel-Tracy, <http://www.fecq.org/documentation/examen-de-litteratureeducation-autochtones-quebec/>



FÉDÉRATION ÉTUDIANTE
COLLÉGIALE DU QUÉBEC

1000, rue Saint-Antoine O., bureau 409
Montréal, Québec
H3C 3R7

T : 514 396.3320
F : 514 396.3329
fecq.org

À remplir

Cégep :

Nombre d'étudiants autochtones identifiés au cégep :

Sexe :

Nation et communauté :

Programme :

Réponses aux questions :

Quelles sont les plus grandes problématiques vécues par les autochtones dans les communautés et à l'extérieur des communautés?

Qu'est-ce que le gouvernement devrait faire pour que ces problèmes cessent? Décrire un modèle de l'éducation qui conviendrait au peuple autochtone du Québec.

Décrire un modèle de l'éducation qui conviendrait au peuple autochtone du Québec.

Quelles instances existent pour représenter les jeunes autochtones? Est-ce que vous sentez que la jeunesse autochtone est écoutée (dans les communautés et par le gouvernement) ? Le cas contraire, comment remédier à la situation?